

mai 2010

www.pcfbassin.fr

l'insurgé



bulletin d'information du PCF Bassin d'Arcachon et val de l'Eyre

arcachon ■ biganos ■ audenge ■ lanton ■ arès ■ le porge ■ lège ■ mios ■
marcheprime ■ belin beliet ■ salles ■ le teich ■ gujan ■ la teste ■ le barp

CRISE ÉCONOMIQUE ET RETRAITES : AUCUNE FATALITÉ DE GRANDS CHANGEMENTS S'IMPOSENT

PEUPLES D'EUROPE, UNISSONS-NOUS !

L'Europe a encore trouvé 750 milliards pour stabiliser la zone euro. Mais pour quel usage !

Concrètement, les 110 milliards prêtés à la Grèce serviront à honorer les intérêts des financiers qui ont spéculé sur ce pays.

C'est le peuple grec qui paiera l'addition avec la baisse prévue des salaires, les privations, le recul de l'âge du départ à la retraite...

En France, pour protéger ces requins, le gouvernement de Nicolas Sarkozy veut faire payer l'allongement de la durée de la vie aux françaises et aux Français, en les faisant travailler plus longtemps et, de fait, en réduisant les pensions, et les dépenses publiques.

Au passage, l'Etat français, de la manière la plus immorale qui soit, envisage de tirer bénéfice de cette opération en encaissant 160 millions de bonus au titre des intérêts d'un prêt dont le taux avoisinera les 5%...

Les Député-es communistes et républicains ont voté contre le plan soumis par le gouvernement le 3 mai à l'Assemblée nationale et abusivement qualifié de « plan d'aide » à la Grèce. Il s'agit, en effet, d'un dispositif dont l'unique objectif est de renflouer les marchés financiers et les banques qui ont enfoncé la Grèce dans la crise en spéculant sur la dette publique de ce pays.

Ils dénoncent cette loi d'airain qui inspire aussi la politique développée par le gouvernement français à l'encontre des fonctionnaires et des salariés de notre pays.

Le peuple grec et la Grèce ont besoin de mesures inspirées d'une toute autre logique favorisant les coopérations, l'emploi, le pouvoir d'achat et répondant aux besoins sociaux.



LE DROIT A LA RETRAITE EST UNE CONQUETE POPULAIRE

C'est un droit social fondamental : le droit à la retraite s'impose pour tous les salariés après 1945.

Il aura fallu un siècle de luttes pour parvenir à faire respecter l'idée d'un droit à la vie après le travail.

Aujourd'hui, sans notre intervention, elle pourrait être remise en cause.

Nous sommes placés devant un choix de société : dans quelle société veut-on vivre ? Est-ce une société de concurrence de tous contre tous ou bien une société où on décide et on s'organise pour une meilleure protection sociale pour tous.

Nous sommes convaincus que la réponse aux besoins sociaux passe par un autre partage des richesses : **c'est un choix de société.**

Le Gouvernement et le Patronat parlent de REFORME;

Oui il faut prendre de nouvelles mesures.

Oui il faut consolider le système des retraites basé sur les grands principes de SECURITE SOCIALE, de SOLIDARITE NATIONALE basées sur les richesses produites par LE TRAVAIL.

LES GRANDS PRINCIPES

1945 : le Conseil National de la Résistance prévoit un plan de sécurité sociale visant à assurer à tous les moyens d'existence dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail.

1948 : Déclarations universelles des Droits de l'Homme.

L'organisation de la Sécurité Sociale est fondée sur le principe de solidarité nationale.

Pourquoi ce qui était possible en 1945 dans un pays affaibli par la guerre ne le serait pas aujourd'hui ?



Ambroise Croizat,
Ministre du Travail communiste en 1946

SE RASSEMBLER, REPRENDRE LA PAROLE, RESISTER...

Toutes les grandes avancées sociales et humaines (la Révolution Française, la Commune, 1936, 1945 et la lutte contre le fascisme, les guerres coloniales...) n'ont pu se faire qu'avec l'intervention du peuple rassemblé sur des idées de respects des hommes et de justice sociale, permettant à chaque étape, une émancipation humaine.

FAISONS PAYER AUX FINANCIERS, CE QU'ILS NOUS VOLENT !!!

■ Nous avons les moyens de financer autrement les retraites : dans un pays riche c'est justice que de répartir les richesses.

-La productivité : le travail n'a jamais produit autant de richesses mais elles sont volées par une minorité au comportement mafieux pour la rentabilité exigée par les actionnaires.

-La part des profits dans les richesses produites est passée de 28 à 36 % tandis que les salaires ont suivi le chemin inverse passant de 72 à 64 % (soit - 18 %). Cela représente 120 milliards par an qui passent de la sphère salariale à celle des profits.

■ Et l'espérance de vie, qu'en est-il ?

Nous vivons plus nombreux et plus longtemps en bonne santé : c'est une victoire du monde du travail !

En 1950 l'espérance de vie arrivée à 60 ans était de 76 ans. (Age de départ en retraite 65 ans : 11 ans de retraite)

En 2010 l'espérance de vie arrivée à 60 ans était de 84 ans. (Age de départ en retraite 60 ans : 24 ans de retraite)

Augmentation de la durée en retraite 2,4 – Pendant la même période la productivité du travail a été multipliée par 4.

En réalité une minorité au comportement prédateur, à partir de ses positions de pouvoir, détourne une part sans cesse croissante

■ Pour financer les retraites d'aujourd'hui et des générations futures, les ressources existent et il faut revenir :

-sur les réformes (+ aller à 2050) : 200 milliards

-sur les exonérations fiscales : 5 milliards chaque année depuis 2002

-sur les exonérations des cotisations sociales au profit du patronat : 30 milliards

-Il faut aussi taxer les flux financiers : 22 milliards annuels.

■ Ne pas opposer jeunes - privés - fonctionnaires

Ensemble, le plus largement possible :

-Ne rien céder sur la retraite à 60 ans

-Défendre le financement des retraites par la cotisation sociale

-Exiger une diminution de la durée de cotisations

-Pour la reconnaissance de la pénibilité du travail

-Pour la validation des années d'études dans le calcul de la retraite

-Ne pas opposer les salariés du privé et ceux de la fonction publique, les hommes, les femmes.... Les jeunes....

■ Il y a des urgences :

-Pas de retraites inférieures au smic (soit 1500 €) (Actuellement, 36 % des femmes touchent moins de 700 € et 64 moins de 900 €. Seulement 30 % touchent plus de 1600 €) – Huit retraités pauvres sur dix sont des femmes !!

-Exigeons la création d'emplois... Création des emplois : par exemple, 100 000 emplois ce sont 2 milliards de cotisations sociales. La France connaît un chômage durable pour 4 à 5 millions de personnes.

-Gagnons le droit à la formation tout au long de la vie professionnelle.

-La retraite est une affaire de jeunes : les jeunes gagnent 40 % de moins qu'un salarié de 50 ans au lieu de 15 % avant la crise. Le chômage touche massivement les 18-25 ans

UNE COLERE QUI MONTE !

Pas un jour sans protestation, sans manifestation, sans occupations de lieux de travail.

Souffrances individuelles, familiales et collectives : les jeunes sans travail, les anciens sommés de travailler encore plus longtemps, les personnes handicapées plus pauvres que les pauvres....

Toutes ces humiliations subies, dans le silence, dans la douleur exigent des actions à la hauteur pour construire de nouvelles résistances.

Pour rejeter le recul de civilisation imposé, ensemble, transformons notre colère en forces constructives

Il faut affronter le capitalisme et le mur de l'argent

Le Patronat (le MEDEF) veut sa revanche et casser toute la protection sociale gagnée en 1945 avec le programme de la Résistance.

Il veut que la protection sociale soit placée dans le marché.

55 % des Français et de nombreux peuples en Europe, ont voté contre la concurrence libre et non faussée contenue dans le Traité Constitutionnel Européen.

NOUS AVONS VOTE NON !!! Et pourtant UMP - PS et Verts n'ont pas hésité à fouler aux pieds le vote populaire. C'est une véritable forfaiture.

Le gouvernement est attentiste, il mesure l'opposition populaire. Il tente de diluer le débat et multiplie les diversions. Les classes dirigeantes, pas seulement Sarkozy, mais aussi tous les partis socialistes d'Europe, se servent de la crise pour imposer un nouvel ordre économique.



EN CONCLUSION :

La question de l'utilisation de l'argent, des richesses produites est au cœur des enjeux de société comme elle est au cœur de la question grecque, au cœur de la lutte des salariés de l'industrie et du secteur public.

Le choix des communistes est de porter dans cette période avec ambition des propositions pour défendre des droits mais aussi mettre en avant des propositions de rupture avec la politique régressive et le carcan de l'Europe capitaliste.

RÉMUNÉRATIONS DES PATRONS CUVÉE 2009

9 millions d'euros : B. Arnault, PDG de LVMH (vins, mode, parfums,...)

5,41 millions d'euros : A. Belloni, directeur général de LVMH

3,66 millions d'euros : Viehbacher, directeur général de Sanofi Aventis (produits pharmaceutiques...)

3,42 millions d'euros : JP. Agon, directeur de l'Oréal (cosmétiques...)

3,33 millions d'euros : Mestrallet, PDG de GDF Suez (Énergie)

L'EMPLOI : C'EST PRIMORDIAL !

100 000 emplois, ce sont 2 milliards de cotisations sociales de plus

Nous devons exiger le maintien des emplois sur le Bassin d'Arcachon

Dans le cas des CHANTIERS COUACH, des fonds publics avaient été versés pour la création d'emplois !

LES SALAIRES DE COUACH à GUJAN-MESTRAS SONT-ILS SAUVÉS ?

PAS SI SUR !!!

Après le dépôt de bilan de D CAZAUX, la reprise de l'entreprise par Mr VIAL,

la suppression de tous les avantages sociaux (et ils n'étaient pas si nombreux que cela), des départs négociés conventionnellement pour certains salariés, des licenciements sur le champ pour d'autres, les salariés ont vécu une période très difficile faite d'incertitude quant à l'avenir. (Forte augmentation des arrêts maladies pour raisons de problèmes nerveux).

Jusqu'à fin mars, un risque pesant de chômage partiel planait encore dans l'air de COUACH.

Et, puis, miracle, une commande de patrouilleurs leur vient des Indes

Petite difficulté qui nous renvoyait un an en arrière, pas de garantie financière française pour honorer les commandes ... d'où incertitude sur la pérennité de l'entreprise. Finalement une banque nationale des Indes apporte la garantie nécessaire afin que le projet de construction des patrouilleurs puisse se faire. Gros soupir de soulagement chez les salariés qui croient pouvoir respirer. Mais attention, il est écrit dans la presse qu'une commande de 15 patrouilleurs allait être réalisée sur le site de GUJAN.

En fait la réalité est toute autre. Seulement la commande de trois patrouilleurs est finalisée – pour le reste on verra en fonction de la qualité de la prestation pour la construction de ces trois patrouilleurs. La presse pourtant colporte joyeusement la bonne nouvelle de la

grosse commande.

Et puis, sournoisement on apprend par un journal local du Midi de la France et par internet qu'en fait, la grosse commande de patrouilleurs sera réalisée à SAINT MANDRIER, siège de l'entreprise.

Bien sûr, aucun écho local, ni dans la presse et encore moins au sein de l'entreprise.

Certains salariés ayant découvert la supercherie font courir l'info au sein de l'entreprise y compris par affichage.

Malheureusement, à ce jour, cela ne provoque aucune réaction parmi l'ensemble des salariés, encore moins au niveau du Comité d'Entreprise.

Cette nouvelle est pourtant de taille à inquiéter bon nombre de salariés sur GUJAN.

Le nouveau patron F VIAL a donc pris la décision et pris ses dispositions pour une construction à grande échelle des fameux patrouilleurs sur le site de Saint Mandrier, et ce, sans en informer ni les élus, ni les salariés de l'entreprise gujanaise qui pourtant vont être les premiers concernés et touchés par des mesures de délocalisation à venir.

Mr VIAL assure que ce marché représente plus de 7000 heures de travail et qu'il dispose à Saint Mandrier d'un très bon réseau de professionnels varois. Ce marché avec la Navy Indienne pèse plus d'un million d'euros (80 navires à construire).

Que fait-il de ses salariés gujanais ?

Comment va-t-il les traiter ? Sont-ils devenus des kleenex jetables ???

Il est important que l'ensemble des ci-



toyens de notre région, les élus soient saisis de ce problème et exigent des garanties quant à la protection des postes de travail sur notre bassin.

Par ailleurs, l'annonce de construction de port à sec viendrait-il fortuitement remplacer la construction nautique sur notre bassin ???.

Nous devons tous ensemble nous dresser pour la défense du maintien de l'emploi de 300 salariés sur notre bassin. Et dénoncer par tous les moyens ce scandale qui se profile dans notre tissu social et économique.

Michèle Gouaux,
élue communiste (le 13 mai 2010)

LA RETRAITE EST UNE AFFAIRE DE JEUNES :

L'emploi des Jeunes, c'est une relance économique totalement différente de celle des « seniors » : travailler c'est pouvoir ce projeter dans l'avenir, avoir un logement, créer une famille, s'installer.....

Le chômage touche massivement les 18-25 ans.

Les jeunes gagnent 40 % de moins qu'un salarié de 50 ans au lieu de 15 % avant la crise.

En reculant l'âge de la retraite, on ne fait que reculer l'âge d'entrée dans la vie active pour les jeunes.

Aujourd'hui on propose de faire travailler la population active au-delà de 60ans, alors qu'un grand nombre se retrouve au chômage à partir de 50ans, lorsque n'est à pas à 45 ans car « trop vieux » !

Nous proposons :

Que la création de 100.000 emplois s'adresse principalement aux jeunes, qui aujourd'hui galèrent entre petits boulots, stages...jusqu'à plus de 30ans. Les employeurs ne versent pas de cotisations retraite sur les emplois jeunes.



CHANGEONS LES CHOSES ENSEMBLE ET SURTOUT GARDEZ, GARDONS LA PAROLE.

Le PCF qui s'est toujours engagé pour le rassemblement de toutes les forces du monde travail, sociales et démocratiques, fait l'analyse des périodes passées. Il ne peut y avoir de délégation de pouvoir et de « chef suprême ».

Les rassemblements où les salariés ont délégué leurs pouvoirs dans le cadre d'accords de sommet et d'organisations ; ceux-ci n'ont pas permis aux citoyens d'être les véritables acteurs des changements nécessaires et d'imposer les néces-

saies contre-pouvoirs.

La situation aujourd'hui nous montre que tous les acquis peuvent être toujours remis en cause par le capitalisme qui n'accepte aucun partage.

TOUS ENSEMBLES, NOUS IMPOSERONS UNE NOUVELLE VIE DÉMOCRATIQUE.

Jeunes, retraités, nous pourrons imposer une nouvelle répartition des richesses produites par le travail que déterminés et rassemblés.

IL FAUT CHANGER DE CAP, C'EST URGENT !

Vous pouvez compter sur le PCF pour ouvrir une voie permettant de dépasser le système d'exploitation de l'Homme par l'Homme et de construire les bases économiques, sociales et politiques pour une société d'émancipation individuelle et collective. Nous voulons construire le socialisme du XXIe siècle.

UN MUNICH MONETAIRE AU BENEFICE UNIQUE DU CAPITAL

L'UMP et le PS ont voté ensemble en faveur de ce prêt à 5% destiné au sauvetage financier de la Grèce.

Seuls les députés du PCF et du Parti de gauche, ainsi que Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République, un ancien UMP, ont voté contre.

UN SYSTEME MAFIEUX

Les banques empruntent à 1% auprès de la BCE qui elles-mêmes prêtent à 5% aux états. Qui eux-mêmes prêtent à la Grèce.

Au-delà des retraites, c'est bien tout le système de protection sociale que cette mafia veut liquider.

Est-il possible de le sauver sans s'engager dans un processus de sortie du système capitaliste. Il est permis d'en douter ?

Et comme toujours les communistes de la section du bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre seront là avec vous sur les marchés et bien d'autres initiatives, comme des réunions publiques sur les retraites.

Commandez l'Huma spécial retraite auprès de nos militants.



toute notre actualité sur www.pcfbassin.fr

Le parti communiste au coeur des rassemblements populaires et citoyens

Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français

Je décide d'être membre du Parti communiste français

Je verse _____ euros (chèque à : ADF PCF)

Nom, Prénom :

Adresse :

@ : Tel :

Parti communiste français

section bassin d'Arcachon / val de l'Eyre

61 bis avenue de la Libération
33380 Biganos

Téléphone

05 56 82 73 24

courriels

christian.darriet@free.fr

danielle.trannoy@orange.fr